



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction générale du Trésor



# BRÈVES ÉCONOMIQUES DU 5 AU 11 AVRIL 2022

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES

**AU CANADA**

Brèves du 5 au 11 avril 2022

## Politiques économiques

### La ministre des Finances Chrystia Freeland dévoile le budget fédéral pour l'exercice 2022/2023

Le 7 avril, la ministre des Finances a présenté devant le Parlement le budget fédéral pour l'exercice 2022/2023, avec d'importants investissements dans la santé (5,3 Md CAD pour les soins dentaires), la défense (8 Md CAD) et le logement (10 Md CAD), dans le prolongement de l'accord de gouvernement signé entre le Premier ministre Justin Trudeau et le NDP trois semaines plus tôt. Sur le plan des finances publiques, dans un contexte macroéconomique relativement favorable (3,9% de croissance prévue en 2022, 3,1% en 2023), le gouvernement canadien anticipe une réduction progressive du déficit, qui devrait s'établir aux alentours de 53 Md CAD pour l'exercice 2022/2023, soit 2% du PIB, avant de se rapprocher de l'équilibre d'ici 2027.

### Le gouvernement fédéral donne son accord au développement du projet pétrolier offshore de Bay du Nord

Le ministre de l'Environnement Steven Guilbeault a annoncé que le gouvernement canadien soutiendrait le développement du projet de forage pétrolier offshore situé à Bay du Nord, au large des côtes de Terre-Neuve-et-Labrador. Le gouvernement canadien met notamment en avant les retombées économiques du projet, qui doit garantir près de 3,5 Md CAD (2,5 Md

€) de revenus supplémentaires à la province, avec plusieurs milliers d'emplois à la clé. Face aux réactions des opposants aux projets, en particulier les associations environnementales, le ministre Guilbeault a assuré que les conséquences climatiques du projet avaient été largement étudiées, tandis qu'un objectif de « carboneutralité » du projet d'ici 2050 a été mis en avant.

### Le prix de la tonne de carbone atteint 50 CAD dans la plupart des provinces

À compter du 1<sup>er</sup> avril, le système fédéral de taxe carbone voit le prix de la tonne de carbone atteindre 50 CAD (36,5 €). Cette hausse de prix s'appliquera ainsi dans les provinces ne disposant pas de leur propre taxe carbone (Alberta, Manitoba, Saskatchewan, Ontario). Toutefois, la Colombie-Britannique, l'Île-du-Prince-Édouard et le Nouveau-Brunswick, qui disposent d'une taxe provinciale, ont également annoncé suivre cette augmentation afin de suivre les orientations fédérales. Le Québec et la Nouvelle-Écosse, qui utilisent quant à eux un système de marché d'émissions (*cap and trade*), devraient procéder à l'augmentation du prix de la tonne de carbone au cours de l'année 2022. Selon les premières estimations, cette hausse du prix de la tonne de carbone devrait engendrer une augmentation du prix du litre d'essence d'environ 2,2 cents (1,6 centime).

### Le gouvernement canadien assouplit les conditions d'entrée des travailleurs temporaires étrangers

Ottawa a annoncé un assouplissement des conditions d'entrée des travailleurs temporaires étrangers dans certains secteurs (restauration, industrie agroalimentaire, hôtellerie, etc.) marqués par de fortes

pénuries de main-d'œuvre. Cette mesure était demandée depuis plusieurs mois par les représentants des secteurs concernés. Certaines organisations représentatives des travailleurs soulignent toutefois que cet assouplissement ne répond pas à d'autres problématiques soulevées par les travailleurs eux-mêmes, notamment les conditions de travail et la faiblesse structurelle des rémunérations.

### Le gouvernement canadien dépose le projet de loi C-18 sur la rémunération des médias canadiens face aux plateformes

Le ministre du Patrimoine canadien, Pablo Rodriguez, a annoncé le dépôt du projet de loi C-18 « *Online News Act* », largement inspiré du modèle australien, qui doit garantir le partage des revenus entre les grandes plateformes du numérique et les médias canadiens. Les géants du numérique devront ainsi conclure une entente avec les médias canadiens sous 6 mois, sans quoi ils seraient forcés de le faire sous la supervision du Conseil de la Radiodiffusion et des Télécommunications du Canada. En cas de refus de coopérer, les plateformes s'exposeraient à des amendes pouvant aller jusqu'à 15 M CAD (11 M €).

## Entreprises

### General Motors reçoit près de 520 M CAD de subventions publiques du gouvernement fédéral et de l'Ontario

La filiale canadienne du constructeur américain GM a annoncé recevoir 520 M CAD (380 M €), pour moitié du gouvernement fédéral et du gouvernement ontarien pour la modernisation des lignes de production des usines d'Oshawa et d'Ingersoll (Ontario). Le Premier ministre de la province, Doug Ford (Parti Conservateur), a souligné que ces investissements devraient garantir 2 600 emplois dans la région d'Oshawa. Ce nouvel investissement fait suite à l'annonce, fin mars, du projet d'usine de batteries pour véhicules électriques à Windsor, un investissement estimé à près de 5 Md CAD (3,7 Md €).

### L'entreprise aéronautique DCM Aero choisit Toulouse pour sa première filiale européenne

L'entreprise canadienne DCM Aero, spécialisée dans les pièces aéronautiques, a annoncé l'installation de sa première filiale européenne à l'AeroParc de Saint-Martin du Touch, près de Toulouse. Le groupe québécois, qui souhaite ainsi se rapprocher d'Airbus, l'un de ses principaux clients, devrait démarrer son activité avec 3 salariés sur le site toulousain, avant d'envisager la création d'une douzaine d'emplois d'ici trois ans. Le projet d'implantation de la filiale a notamment été soutenu par *Invest in Toulouse* et *Business France*.

### Les cinq plus grandes banques canadiennes ont augmenté de 70% leur soutien au secteur des énergies fossiles en 2021

Selon la dernière édition du rapport [Banking On Climate Chaos](#) publié par un consortium d'organisations non-gouvernementales – dont Greenpeace Canada – le soutien des principales banques canadiennes (RBC, ScotiaBank, TD, BMO et CIBC) a représenté près de 700 Md CAD (514 Md €) entre 2016 et 2021. Si la hausse observée en 2021 fait suite à une forte baisse en 2020, le niveau constaté en 2021 reste néanmoins supérieur à celui pré-pandémie. Le rapport souligne par ailleurs que trois banques canadiennes (RBC, ScotiaBank et TD) figurent parmi les 12 principaux financeurs mondiaux du secteur pétrolier.

### Face à la hausse de la demande européenne, Shell se positionne pour l'extension du projet LNG en Colombie-Britannique

L'entreprise pétrolière britannique a annoncé son intention de lancer une étude de faisabilité pour l'extension du projet de transport de gaz naturel liquéfié (GNL) situé en Colombie-Britannique. L'entreprise invoque notamment la nécessité pour l'Europe de diversifier ses circuits d'approvisionnement dans le contexte de la guerre russo-ukrainienne, qui pourrait engendrer une forte hausse de la demande adressée aux producteurs nord-américains. Pour rappel, le projet LNG Canada, dont le coût est estimé à 18 Md CAD (13,2 Md €), doit

permettre d'acheminer du GNL vers la façade pacifique d'ici 2025.

### Suncor se détourne de ses actifs solaires et éoliens

L'entreprise pétrolière, implantée à Calgary (Alberta), a annoncé un recentrement de son portefeuille sur les

secteurs de l'hydrogène et des carburants renouvelables pour «accélérer ses progrès d'entreprise carboneutre d'ici 2050». Suncor a par ailleurs précisé vouloir investir davantage dans les technologies de capture et de stockage du carbone, en particulier dans la phase de commercialisation des projets aujourd'hui encore au stade de recherche.

